



Version imprimée



Imprimer



Fermer

PM 074-1

2011-11-09

DIRECTIVE SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATÉGIQUE

Table des matières

1. [Date d'entrée en vigueur](#)
2. [Contexte](#)
3. [Énoncé de directive](#)
4. [Portée](#)
5. [Définitions](#)
6. [Responsabilités et obligations redditionnelles](#)
7. [Conformité et rapports](#)
8. [Procédure](#)
9. [Références](#)
10. [Demandes de renseignements](#)

[Annexe A](#)

[Annexe B](#)

1. DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente directive ministérielle entre en vigueur le : 2011-11-09



2. CONTEXTE

L'engagement du gouvernement du Canada envers le développement durable comprend l'intégration d'analyses environnementales, économiques et sociales dans ses principaux processus décisionnels.

Dans la foulée de cet engagement, la Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes (désignée ci-après sous le nom Directive du Cabinet) exige l'intégration de l'évaluation environnementale stratégique (EES) dans les processus décisionnels existants pour garantir l'identification précoce des effets environnementaux importants, positifs ou négatifs, dans les projets de politiques, de plans et de programmes soumis à l'approbation d'un ministre ou du Cabinet, ou lorsque les circonstances le justifient. Elle vise à atténuer tout effet négatif et/ou à accroître les effets positifs sur l'environnement avant la prise de décisions et la mise en œuvre d'une politique, d'un plan ou d'un programme nouveau ou modifié.

Les Lignes directrices sur la mise en œuvre de la Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale établissent un lien entre l'EES ainsi que les objectifs et les cibles de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD), déterminés en vertu de la *Loi fédérale sur le développement durable (LFDD)*. Conformément aux Lignes directrices, on doit également faire rapport des pratiques de l'EES dans les Rapports sur les plans et les priorités (RPP) ainsi que dans les Rapports ministériels sur le rendement (RMR).

La directive vient appuyer la *Politique de TPSGC en matière d'environnement (074)*, puisqu'elle définit le cadre selon lequel les obligations ministérielles liées à la Directive du Cabinet doivent être observées.



3. ÉNONCÉ DE DIRECTIVE

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada doit établir une EES, selon laquelle :

1. on réalisera une analyse préliminaire de tous les projets de politiques, de plans et de programmes soumis à l'approbation d'un seul ministre ou du Cabinet; ou encore, lorsque les circonstances le justifient, pour déterminer si la mise en œuvre des projets peut entraîner des effets environnementaux importants, positifs ou négatifs;
2. on réalisera une évaluation détaillée dans le cas où une analyse préliminaire détermine la possibilité d'effets environnementaux importants.

Les résultats des analyses préliminaires et, s'il y a lieu, des évaluations détaillées, seront intégrés aux mémoires au Cabinet, aux présentations au Conseil du Trésor et aux autres documents pertinents.



4. PORTÉE

La présente directive s'applique aux projets de politiques, de plans et de programmes que TPSGC soumet à l'approbation d'un ministre ou du Cabinet, en ce qui concerne ses propres initiatives, qui pourraient avoir d'importants effets environnementaux. La directive s'applique aussi à d'autres projets de politiques, de plans et de programmes, lorsque les circonstances le justifient.

Une EES pourrait être justifiée, notamment dans le cadre de projets favorisant l'atteinte des objectifs de développement durable du Ministère, dans les cas où il y a de fortes préoccupations de la part du public ou des médias quant aux répercussions possibles sur l'environnement, ou lorsque les projets concernent des terres autochtones.

TPSGC est uniquement chargé de réaliser une EES dans le cadre de ses propres projets de politiques, de plans et de programmes. Il n'est pas responsable des projets de politiques, de plans et de programmes qu'il soumet en appui aux initiatives d'autres ministères fédéraux. Dans ces cas-là, les EES doivent être effectuées par le ministère responsable. Toutefois, en tant que cosignataire du projet, TPSGC est conjointement responsable de s'assurer qu'une EES a bien été réalisée, le cas échéant.

Dans des cas particuliers, y compris les situations d'urgence et certains projets précédemment évalués, des exemptions peuvent s'appliquer. Les conditions d'exemption sont décrites à l'[annexe A](#).



5. DÉFINITIONS

Voir l'[annexe B](#)



6. RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS REDDITIONNELLES

1. Le sous-ministre a la responsabilité de :
 1. s'assurer que les effets environnementaux, y compris en ce qui concerne les objectifs et cibles de la SFDD, sont pris en compte dans tous les projets de politiques, de plans et de programmes pertinents soumis à l'approbation d'un ministre ou du Cabinet;
 2. communiquer à toutes les directions générales et les régions leurs obligations dans le cadre de la présente directive.
2. Les directeurs généraux régionaux et les chefs de directions générales responsables ont la responsabilité de :
 1. s'assurer que les importants effets environnementaux potentiels, y compris les répercussions sur les objectifs et cibles de la SFDD d'un projet de politiques, de plans ou de programmes soumis aux fins d'approbation d'un ministre ou du Cabinet, sont évalués dans le cadre d'une analyse préliminaire, et le cas échéant, d'une analyse

détaillée;

2. s'assurer que les autres ministères et organismes du gouvernement sont informés de leurs obligations en matière d'EES au début du processus de présentation de projet au Cabinet lorsque TPSGC doit être cosignataire d'un projet de politiques, de plans ou de programmes sous la responsabilité d'un autre ministère ou organisme;
 3. s'assurer que les résultats des analyses préliminaires et, s'il y a lieu, des évaluations détaillées, sont incorporés dans les projets soumis aux fins d'approbation d'un ministre ou du Cabinet;
 4. rédiger et publier une déclaration publique d'effets environnementaux lorsqu'une évaluation détaillée est réalisée conformément à la Directive du Cabinet et au Cadre pour la gestion des activités de communication au sein de TPSGC;
 5. fournir des exemplaires des analyses préliminaires et des évaluations détaillées au Secteur de la politique et de la planification stratégique (SPPS) afin d'appuyer la publication de rapports sur les EES dans les RPP et les RMR.
3. Le Secteur de la politique et de la planification stratégique est responsable de ce qui suit :
1. informer la direction générale responsable des exigences de la Directive du Cabinet au début du processus de présentation du projet au Cabinet, y compris la nécessité de réaliser une analyse préliminaire;
 2. collaborer avec la direction générale responsable afin d'incorporer les résultats des analyses préliminaires et, s'il y a lieu, les résultats des évaluations détaillées dans les projets de politiques, de plans et de programmes;
 3. fournir des données au Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales (BÉOG) sur les projets nécessitant des EES aux fins de la publication de rapports dans le RMR;
 4. appuyer le BÉOG dans la coordination et la surveillance de la mise en œuvre de la présente directive ainsi que constater et évaluer les résultats de façon continue.
4. Le Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales (BÉOG) est responsable de ce qui suit :
1. donner des conseils aux directions générales et aux régions, selon les besoins, sur l'application de la Directive du Cabinet;
 2. élaborer des lignes directrices et d'autres outils à l'appui de la présente directive, selon le cas;
 3. coordonner et surveiller la mise en œuvre de la présente directive ainsi que constater et évaluer les résultats de façon continue;
 4. coordonner la publication de rapports sur les EES dans les RPP et les RMR;
 5. mettre la présente directive à jour, au besoin.
5. La Direction des services environnementaux (DSE) de la Direction générale des biens immobiliers (DGBI) est responsable de ce qui suit :
1. appuyer le BÉOG dans la prestation de conseils techniques aux directions générales responsables sur l'application de la Directive du Cabinet, y compris les enjeux relatifs à l'embauche d'entrepreneurs pour mener des évaluations détaillées;
 2. gérer les activités de la DGBI en matière d'EES, comme il est noté dans la section 3 ci-dessus;
 3. appuyer la publication de rapports sur les EES dans les RPP et les RMR.



7. CONFORMITÉ ET RAPPORTS

Le Ministère doit préparer une déclaration publique d'effets environnementaux, comprenant notamment les impacts sur les objectifs et cibles de la SFDD, lorsqu'une évaluation détaillée a été réalisée pour un projet de politiques, de plans ou de programmes qui a été présenté aux fins d'approbation d'un ministre ou du Cabinet.

Le Ministère doit également faire rapport de l'étendue et des résultats de ses pratiques d'EES dans son RPP et son RMR. Ces rapports devraient inclure une description, dans le RMR, de la façon dont les projets de politiques, de plans et de programmes visés par la directive ont eu ou devraient avoir une incidence sur le progrès vers les objectifs et les cibles de la SFDD.

Le BÉOG, avec l'appui du SPPS, vérifiera la conformité du Ministère à la présente directive de façon continue, à l'aide d'indicateurs de rendement pertinents. Les indicateurs de rendement comprendront ce qui suit :

- le nombre d'analyses préliminaires par rapport au nombre total de projets de politiques, de plans et de programmes soumis à l'approbation d'un ministre ou du Cabinet;
- le pourcentage de projets de politiques, de plans et de programmes soumis à l'approbation d'un ministre ou du Cabinet, dans lesquels les constatations de l'EES ont été intégrées;
- le nombre de déclarations publiques par rapport au nombre d'évaluations détaillées réalisées.



8. PROCÉDURE

Voici la procédure de TPSGC pour se conformer à la Directive du Cabinet :

1. Au début d'un nouveau projet présenté par TPSGC aux fins d'approbation d'un ministre ou du Cabinet pour ses propres initiatives, un analyste du SPPS soulèvera la question de l'EES dans le contexte des exigences globales pour les projets s'adressant au ministre ou au Cabinet.

(Remarque : Les directions générales responsables, lorsqu'elles élaborent des projets de politiques, de plans et de programmes aux fins d'approbation d'un ministre ou du Cabinet, ou en collaboration avec les autres ministères et organismes, ou pour le compte de ceux-ci, s'assureront que les responsabilités de TPSGC en matière d'EES sont abordées.)

2. La direction générale responsable de TPSGC examinera le projet pour déterminer son applicabilité à la Directive du Cabinet et remplira la liste de contrôle de l'analyse préliminaire, y compris la justification de la décision prise.
3. Les directions générales responsables de TPSGC qui ont besoin d'aide à remplir la liste de contrôle de l'analyse préliminaire seront dirigées vers le BÉOG pour obtenir des renseignements et des conseils.
4. Si d'importants effets environnementaux, positifs ou négatifs, sont ciblés en établissant la liste de contrôle de l'analyse préliminaire, la direction générale responsable de TPSGC réalisera une évaluation détaillée. Si la direction générale responsable demande de l'aide, le BÉOG, avec le soutien technique de la DSE, conseillera la direction générale responsable de TPSGC sur la manière de réaliser une évaluation détaillée.
5. La direction générale responsable de TPSGC fera signer la liste de contrôle de l'analyse préliminaire et, s'il y a lieu, l'évaluation détaillée dûment remplie, par un directeur ou un cadre de niveau supérieur au sein de la direction générale, et enverra une copie à la direction appropriée du SPPS (p. ex., la Direction des politiques stratégiques et des affaires relatives au Cabinet pour un Mémoire au Cabinet, ou la Direction des affaires relatives au Conseil du Trésor pour les présentations au Conseil du Trésor).
6. La direction générale responsable de TPSGC incorporera les résultats de l'analyse préliminaire et/ou de l'évaluation détaillée, s'il y a lieu, dans le projet au ministre ou au Cabinet.
7. Le SPPS collaborera avec la direction générale responsable de TPSGC afin que les résultats soient incorporés adéquatement dans le projet au Cabinet.
8. Si une évaluation détaillée est menée, la direction générale responsable de TPSGC préparera et diffusera une déclaration publique sur les effets environnementaux, conformément au Cadre pour la gestion des activités de communication au sein de TPSGC et aux lignes directrices de la Directive du Cabinet.
9. La direction générale responsable de TPSGC veillera à déterminer et à mettre en œuvre des mesures d'atténuation appropriées (pour les effets négatifs importants possibles) et/ou des mesures d'amélioration (pour les effets positifs importants possibles), en réponse aux effets environnementaux pouvant découler de la mise en œuvre du projet de politiques, de plans ou de programmes.
10. Le SPPS suivra l'application de l'EES aux documents du Cabinet et fournira des données au BÉOG aux fins d'évaluation et de production de rapports.
11. Le BÉOG surveillera et évaluera la mise en œuvre de cette directive.
12. Le BÉOG coordonnera les rapports sur l'EES dans les RPP et les RMR.



9. RÉFÉRENCES

Lois et règlements :

- [Loi canadienne sur l'évaluation environnementale;](#)
- [Loi fédérale sur le développement durable.](#)

Publication de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale :

- [Lignes directrices sur la mise en œuvre de la Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes.](#)

Publications de TPSGC :

- [Analyse préliminaire - liste de contrôle;](#)
- [Cadre pour la gestion des activités de communication au sein de TPSGC;](#)
- [Ligne directrice concernant l'analyse préliminaire - Liste de contrôle;](#)

Politique de gestion intégrée des risques (082);

- Politique de TPSGC en matière d'environnement (074).



10. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Directeur général
Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales
Direction générale des services ministériels et des politiques stratégiques
Téléphone : 819-956-3334

Directeur général
Secteur des politiques et de la planification stratégique
Direction générale des services ministériels et des politiques stratégiques
Téléphone : 819-956-0893

Le sous-ministre et
sous-receveur général du Canada,

François Guimont
a signé l'original

François Guimont



ANNEXE A - PROJETS EXEMPTÉS D'UNE ÉVALUATION DÉTAILLÉE

Certains projets de politiques, de plans et de programmes présentés pour l'approbation d'un ministre ou du Cabinet peuvent ne pas devoir faire l'objet d'une évaluation détaillée. Lorsqu'on signale un cas particulier, la liste de contrôle de l'analyse préliminaire doit être établie et la justification de la décision doit y être inscrite. Voici quelques cas particuliers :

1. lorsque le projet est préparé en réponse à une situation d'urgence évidente et immédiate, comme une question de sécurité nationale, une catastrophe naturelle, ou une épidémie, et qu'il n'y a pas suffisamment de temps pour entreprendre une EES (les ministres doivent déterminer ce qui constitue une urgence);
2. lorsque la question est d'une telle urgence, p. ex., pour l'économie ou pour un secteur industriel particulier, que le processus habituel d'examen par le Cabinet se trouve raccourci et que même une version abrégée de l'EES ne peut pas être effectuée;
3. lorsque le projet est préparé en réponse à des enjeux dont les répercussions environnementales ont déjà été évaluées, comme une initiative qui est un sous-ensemble d'une politique, d'un plan ou d'un programme qui a déjà fait l'objet d'une évaluation, ou lorsqu'il s'agit d'une présentation au Conseil du Trésor portant sur des questions ayant déjà été évaluées dans un projet présenté antérieurement au Cabinet, ou ayant été évaluées comme projet en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*.

ANNEXE B - DÉFINITIONS

Analyse préliminaire (*preliminary scan*) il s'agit d'un examen de haut niveau d'un projet pour déterminer si sa mise en œuvre est susceptible d'avoir des effets environnementaux importants, tant positifs que négatifs.

Chef de direction générale responsable (*sponsoring branch head*) est le chef d'une des directions générales responsables, notamment un sous-ministre adjoint, un président-directeur général, l'avocat général principal, un directeur général

régional et un directeur général relevant du sous-ministre.

Déclaration publique d'effets environnementaux (*public statement of environmental effects*) désigne une déclaration faite au moment de l'annonce de la politique, du plan ou du programme afin de résumer les conclusions d'une évaluation détaillée des effets environnementaux, y compris les résultats de toute consultation, et de faire état de toute mesure de mise en valeur, d'atténuation ou de suivi. La déclaration pourra être intégrée à une annonce de nature générale faite par le gouvernement concernant la politique, le plan ou le programme, ou il pourra s'agir d'un document unique où seront expliqués les résultats de l'EES.

Développement durable (*sustainable development*) consiste, selon la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (la Commission Brundtland), à : « répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire les leurs ».

Direction générale responsable (*sponsoring branch*) désigne une direction générale ou une région de TPSGC, responsable de la rédaction du projet présenté à un ministre ou au Cabinet.

Effet environnemental (ou impact environnemental) (*environmental effect [or environmental impact]*) s'entend, aux fins d'une activité ou d'une opération :

1. des changements, positifs ou négatifs, que l'activité ou l'opération risque de causer à l'environnement, y compris des effets sur la situation socio-économique, la santé de l'environnement, le patrimoine matériel et culturel, une construction, un emplacement ou une chose qui présente une importance historique, archéologique, paléontologique ou architecturale;
2. des changements susceptibles d'être apportés à l'activité ou l'opération par l'environnement.

Environnement (*environment*) est défini comme l'ensemble des conditions et des éléments naturels de la Terre, notamment :

1. le sol, l'eau et l'air, y compris toutes les couches de l'atmosphère;
2. toutes les matières organiques et inorganiques ainsi que les êtres vivants;
3. les systèmes naturels en interaction qui comprennent les éléments visés aux alinéas 1 et 2.

Évaluation détaillée (*detailed assessment*) désigne un examen approfondi des effets environnementaux potentiels bénéfiques ou néfastes d'un projet de politiques, de plans ou de programmes. Il faut réaliser une analyse détaillée lorsqu'une analyse préliminaire détermine que le projet risque d'avoir des effets environnementaux importants, ou qu'il y a un haut niveau d'inquiétude ou de risque concernant les effets environnementaux potentiels.

Évaluation environnementale stratégique, EES (*strategic environmental assessment, SEA*) signifie un processus systématique et global de l'évaluation des effets environnementaux des politiques, des plans ou des programmes et de ses solutions de rechange. Il s'agit d'un processus comprenant deux étapes :

1. une analyse préliminaire des projets de politiques, de plans ou de programmes afin de déterminer si des effets environnementaux importants sont susceptibles de survenir lors de la mise en œuvre;
2. une évaluation détaillée des effets environnementaux dans le cas où une analyse préliminaire détermine la possibilité d'effets environnementaux importants.

Mesures d'atténuation (*mitigation*) désigne l'élimination, la réduction ou le contrôle des effets négatifs de la politique, du plan ou du programme sur l'environnement, et inclut la réparation de tout dommage à l'environnement causé par ces effets, au moyen de mesures de remplacement, de remise en état, d'indemnisation ou d'autres mesures.

Stratégie fédérale de développement durable (*Federal Sustainable Development Strategy*) désigne un cadre de planification et de rapports en matière de développement durable qui présente un tableau pangouvernemental des mesures prises et des résultats atteints en matière de durabilité de l'environnement.

